

Une nouvelle victime belge du logiciel Pegasus

Début novembre, El Mahjoub Maliha, un activiste belge militant pour la cause du Sahara occidental, a été interpellé par le comportement suspect de son iPhone. Amnesty International y a décelé des traces d'infection par le logiciel Pegasus.

JOËL MATRICHE

C'était le lundi 1^{er} novembre : à peine un courriel du secrétariat d'Etat des Etats-Unis (l'équivalent du ministère des Affaires étrangères) s'était-il affiché dans la boîte de réception de son iPhone qu'il a été marqué comme « lu », comme si quelqu'un l'avait parcouru par-dessus son épaule. « Ça s'est passé très vite, je n'avais pas eu le temps de lire ce message qu'il avait déjà changé de couleur », explique El Mahjoub Maliha au *Soir* et à *Knack*. « J'ai tout de suite pensé à un logiciel espion. »

Agé de 36 ans, originaire du Sahara occidental, belge depuis 2017 et domicilié à Tessenderlo (Limbourg), El Mahjoub a étudié le droit et les relations internationales à Marrakech et, dans son temps libre, travaille comme bénévole pour Codesa, un collectif de défenseurs sahraouis des droits humains.

Baigné par l'Atlantique, bordé par la Mauritanie, l'Algérie et surtout le Maroc, le Sahara occidental est un territoire grand comme huit fois la Belgique, revendiqué par le Maroc (qui en contrôle 80 %) et par la République arabe sahraouie démocratique (20 %).

Des citoyens belges espionnés

Spontanément, début novembre, le jeune activiste a contacté le laboratoire d'Amnesty International, il lui a envoyé une copie du contenu de son téléphone, le verdict n'a pas tardé : des « traces de processus malveillants identifiés comme étant liés à Pegasus » ont été découvertes dans la mémoire de l'appareil, elles datent de janvier, mars, avril, mai et juin 2021.

Développé et vendu par la firme israé-



Le Sahara occidental est revendiqué par le Maroc (qui en contrôle 80 %) et par la République arabe sahraouie démocratique (20 %). © REUTERS.

lienne NSO Group, Pegasus est un logiciel espion qui s'impose dans les téléphones portables, que ce soit sous iOS ou Android. Et ce sans aucune intervention de la cible. Au parfait insu de celle-ci, le malicieux a accès à tout le contenu de l'appareil (photos, messages, relevé des communications), il peut aussi en activer subrepticement la caméra, le microphone ou la puce GPS. En juillet 2021, une enquête internationale lancée par la plateforme française Forbidden Stories, avec l'appui d'Amnesty International et de seize médias – dont *Le Soir* et *Knack* –, a révélé que des chefs d'Etat, des membres de gouvernements, des militants des droits humains, des journalistes avaient été ciblés par ce logiciel espion.

En Belgique, est-il ressorti de cette investigation, les téléphones de Charles Michel (lorsqu'il était Premier ministre) et de Louis Michel (alors député européen) avaient été sélectionnés par un des clients de NSO Group – vraisemblablement un service de renseignement

Qu'ont-ils vu que je ne voulais pas qu'ils voient ? Comment peut-on s'immiscer ainsi dans la vie de quelqu'un ? De quel droit ?

El Mahjoub Maliha
Activiste belge



marocain. Le contenu de leurs appareils n'ayant pu être partagé avec le laboratoire d'Amnesty International, *Le Soir* et ses partenaires ne savent pas si ces sélections se sont transformées en contaminations. Des traces d'infection par Pegasus ont par contre formellement été décelées cet été dans les téléphones de Carine Kanimba, la fille (de nationalité belge) de l'opposant rwandais Paul Rusesabagina, puis dans ceux de l'ancien journaliste de la VRT Peter Verlinden et de son épouse Marie Bamutese. Dans ces deux derniers cas, les analyses techniques avaient été faites d'initiative par le renseignement militaire belge (SGRS).

Dépôt d'une plainte

El Mahjoub Maliha est donc, sans équivoque, la quatrième victime belge connue de Pegasus. La première trace du logiciel décelée sur son téléphone date de janvier dernier : « J'étais alors en contact avec l'ambassade américaine à Rabat, qui visitait les territoires occupés », se souvient-il. Apprendre qu'il a ainsi été surveillé pendant plus de dix mois l'a « choqué » car « toute ma vie privée » a ainsi été exposée. « Qu'ont-ils vu que je ne voulais pas qu'ils voient ?

Comment peut-on s'immiscer ainsi dans la vie de quelqu'un ? De quel droit ? » Ce « ils » et ce « on », suppose-t-il, désignent un service du gouvernement marocain. Car « je ne vois pas qui d'autre aurait eu intérêt à faire ça ».

Rendre publique cette immixtion dans sa mémoire numérique allait de soi, reprend El Mahjoub, car « mes droits fondamentaux ont été bafoués ». Il annonce le prochain dépôt d'une plainte en justice.

Contacté par *Le Soir* et *Knack*, NSO Group précise qu'il n'exploite pas lui-même son produit phare, Pegasus, et qu'il « ne dispose d'aucune information sur les personnes qui sont surveillées par ses clients ». Il assure aussi « prendre très au sérieux toute allégation crédible quant à un usage abusif de ses technologies à l'encontre de membres de la société civile » et qu'en cas d'abus avéré, des mesures peuvent être prises, y compris « la complète désactivation du système ».

Quant à l'Etat marocain, interpellé via son ambassade en Belgique, il réfute toute utilisation de Pegasus : « Nous mettons au défi les parties qui portent ces accusations de prouver le contraire. »

William, Harry et les médias : un cocktail toxique

Un documentaire de la BBC diffusé lundi soir dévoile les coulisses de la guerre fratricide que se livrent William et Harry par chroniqueurs royaux interposés. Une sacrée foire d'empoigne. Et ce n'est pas fini : deuxième partie lundi prochain.

MARC ROCHE
CORRESPONDANT À LONDRES

S'ils pouvaient le faire, les jurés des Emmy Awards devraient récompenser le journaliste de la BBC Amol Rajan. En effet, dans un documentaire retentissant, *The Princes and the Press* (Les princes et les médias), le responsable de la rubrique médias de la chaîne publique dévoile les coulisses de la guerre fratricide que se livrent William et Harry par chroniqueurs royaux interposés. Une superproduction digne d'Hollywood avec

décors de palais, bandes-sons des journaux télévisés et chorégraphies de bains de foule sur fond de rivalités intestines entre membres de la famille royale, de course au tirage des tabloïds et d'intérêt planétaire pour les faits et gestes de la jeune génération Windsor.

La famille royale menace de boycotter la BBC

En débattant lundi soir le « nid de vipères » qu'est Buckingham Palace dans la querelle opposant les ducs et duchesses de Cambridge et de Sussex, la BBC a jeté un véritable pavé dans la mare royale. Pour la première fois, des journalistes couvrant les affaires royales racontent de l'intérieur la formidable bataille d'influence digne des Borgia entre les hauts fonctionnaires de la monarchie pour présenter sous le meilleur jour les membres les plus éminents de la lignée Windsor. Confidences de courtisans ou d'anciens responsables, diffusion de fausses informations sur l'autre camp, rencontres informelles avec des journalistes jugés favorables... tous les coups sont permis pour faire avancer ses pions face à l'adversaire. Bref, un bonheur de buckinghamologue !

L'irruption de Meghan Markle sur la



Entre les frères, les sourires ne seraient plus que façade.

© PHOTO NEWS.

scène en 2016 a fait voler en éclats la machine de communication parfaitement huilée des Windsor. « L'accord informel mutuellement bénéficiaire entre les médias et le Palais est du donnant-donnant : un accès, des photos et des informations à la guimauve en échange d'une couverture favorable. Le problème est qu'Harry et Meghan ont refusé pour la première fois de jouer le jeu », explique l'auteur de l'investigation, Amol Rajan. Les nombreux témoignages soulignent le contraste entre Harry, qui ne cache pas sa haine de la presse qu'il tient responsable de la mort de sa mère, et William, futur roi, qui accepte les médias pour façonner une image positive de la famille

régnante.

Le documentaire a suscité une colère dont la famille royale est peu coutumière. « C'est décevant que la BBC donne ainsi corps à des informations exagérées et non fondées provenant de source anonyme », a déclaré le Palais. La cour, qui a refusé toute coopération avec Amol Rajan, menace de boycotter la BBC, notamment lors de la célébration en grande pompe, en juin 2022, du jubilé de platine d'Elizabeth II. A écouter ses détracteurs, le journaliste est un antimonarchiste rabique qui, lorsqu'il dirigeait le quotidien *The Independent*, avait qualifié la dynastie d'« absurdité ».

D'après des rumeurs dignes de foi, le deuxième volet, qui doit être diffusé le 29 novembre, aborde la question très délicate de l'utilisation des médias par l'entourage des deux frères avec l'approbation des intéressés. Le prince William serait, dit-on, sur la sellette pour avoir autorisé les attaques contre son frère et sa belle-sœur afin de saborder les négociations à la fin 2019 concernant leur sortie de la famille royale et leur départ outre-Atlantique. Les problèmes de santé mentale de Harry auraient-ils fait l'objet de fuites orchestrées au plus haut niveau du Palais ? Question posée en filigrane.